

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles technique et Environnement sud  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 22/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2022

*Installation n°66.1409*

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VAILLS Carrières SAS - ESTAGEL**

Lieu dit Coumeilles des Barrencs  
Parcelles 397-398-399-2453 partie  
66310 ESTAGEL

Références : 2022-136-PR/EX

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement VAILLS Carrières SAS - ESTAGEL implanté Lieu dit Coumeilles des Barrencs Parcelles 397-398-399-2453 partie 66310 ESTAGEL. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection a été réalisée le 27 mai 2021. Lors de celle-ci, 3 non-conformités et 2 faits susceptible de mise en demeure et de sanction ont été constatés.

Une mise en demeure a été faite à l'exploitant de respecter les prescriptions s'appliquant à son installation (arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 avril 2021).

La présente inspection a pour objet de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure relatif aux non-conformités et les corrections apportées aux faits susceptibles de de mise en demeure et de sanction.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.

Une copie du rapport est adressée simultanément à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAILLS Carrières SAS - ESTAGEL
- Lieu dit Coumeilles des Barrencs Parcelles 397-398-399-2453 partie 66310 ESTAGEL
- Code AIOT dans GUN : 0006601409
- Régime : Autorisation

La Société VAILLS carrières SAS exploite au lieu-dit « Coumeilles des Barrens », sur le territoire de la commune d'ESTAGEL, une carrière à ciel ouvert de calcaires qui avait été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1973 et dont l'autorisation a été renouvelée pour la dernière fois le 12 août 2005.

L'arrêté du 16 mai 2006 a levé un sursis à statuer, portant la surface d'exploitation à 61700 m<sup>2</sup> et la durée d'exploitation à 20 ans à compter du 12 août 2005.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juillet 2008 a mis à jour le montant des garanties financières de la carrière. Ce dernier arrêté constitue le texte de référence pour cette exploitation. À noter le dernier changement d'exploitant acté par l'arrêté du 20/02/2018. Pour ce qui concerne l'antériorité au titre des rubriques n° 2515-1a et 2517-1 (régime de l'enregistrement), elle a été accordée par courrier préfectoral du 21 février 2014.

La superficie autorisée est de l'ordre de 6,17 ha, sur les parcelles cadastrées n° 397, 398, 399 et 2453 pour partie (section C1) du territoire de la commune d'ESTAGEL. La production maximale annuelle est de 200 000 tonnes et l'échéance est fixée au 12 août 2025. La production des dernières années oscille entre 50 000 et 70 000 tonnes.

Il s'agit de la septième carrière du département en termes de production annuelle.

Les matériaux sont abattus à l'aide d'explosifs. La pelle se positionne ensuite sur le pas de tir et fait descendre les matériaux sur le palier inférieur par gravité, jusqu'à atteindre le carreau de la carrière. Les matériaux sont alors repris par le chargeur qui les apporte jusqu'aux installations de traitement mobiles situées à proximité. Cette méthode d'exploitation est peu répandue, mais elle est utilisée en raison des contraintes du site et de la difficulté à créer des pistes pouvant accéder à chaque gradin (à l'heure actuelle 2 pistes > 20 % utilisées uniquement par la pelle à chenille et la foreuse).

#### Bref historique administratif de l'activité :

12/08/2005 : AP n°2800 : Reprise de l'activité par la société VAILLS SA

07/07/2008 : APC n°2727 : Mise à jour de la superficie totale des terrains concernés à 61.740 m<sup>2</sup>, de la durée d'autorisation à 20 ans à compter du 12/08/2005, et des garanties financières.

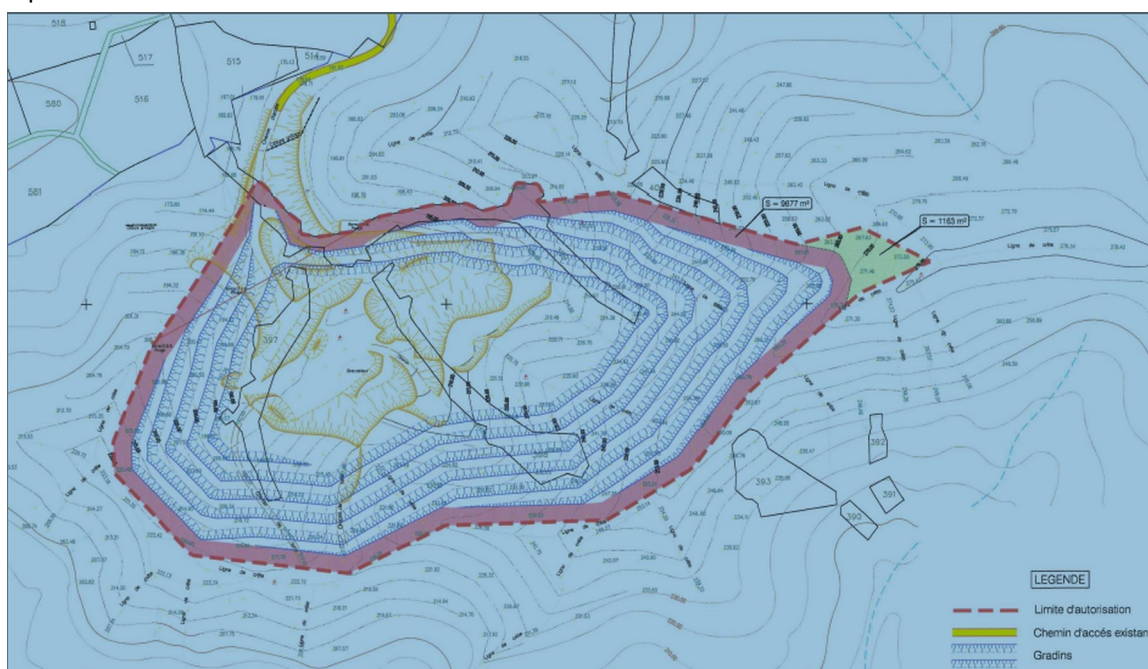
03/09/2010 : APC n°2010 246-0001 Changement d'exploitant au profit de la Société d'Aménagement et de Travaux publics (SATP)

08/06/2015 : APC n°2015-159-0001 Mise à jour des conditions d'exploitation, des garanties financières (Phase n°3 : 13/08/2015 au 13/08/2020 : 145.769 €), et de la méthode d'exploitation, autorisant la société SATP à effectuer un gerbage des matériaux à la pelle mécanique depuis le haut du front du lieu d'extraction jusqu'au pied du carreau.

20/02/2018 : Demande de changement d'exploitant au profit de la société VAILLS CARRIERES SAS.

#### Foncier :

Le propriétaire des terrains est la commune d'ESTAGEL.



**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- vérification des suites données par l'exploitant à la visite d'inspection du 27 mai 2021.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les écarts constatés lors de la visite d'inspection du 27 mai 2021 ont tous été corrigés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>
Conformité au dossier - NC1	AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1
Entretien des véhicules - NC2	AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1
Qualité de l'air - NC3	AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1
Plan des installations - SMDS1	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Bilan annuel des poussières - SMDS2	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non-conformités et les faits susceptibles de mise en demeure ou sanction constatés lors de la visite d'inspection du 27 mai 2021 ont tous été corrigés.

### **2-4) Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

*Voir ci-après les fiches de constats*

**Nom du point de contrôle :** Conformité au dossier - NC1

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, conformité dossier

**Prescription contrôlée :**

Référentiel : Article 6 de l'APC n°2727/08 du 07/07/2008

La carrière et autres installations seront implantées, réalisées, exploitées, et le site réhabilité conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Constat de l'inspection du 27/05/2021 : La zone préservée à l'Est n'a pas été restaurée selon les préconisations de l'écologue Eco-Med et n'a pas été clôturée selon les engagements de l'exploitant de 2014.

L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir une étude d'écologue à jour pour cette zone au regard de la situation actuelle, incluant les travaux à mener pour la restauration. L'exploitant devra se conformer à cette étude et clôturer la zone comme cela a été défini en 2014.

Par courrier du 9 décembre 2021, l'exploitant a fourni son plan de mise en conformité et :

- une note sur les enjeux et propositions de gestion rédigée par le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie. Celle-ci conclut pour la réhabilitation de la piste Est de la carrière page 17 :

*« Nous conseillons donc de ne plus toucher et de laisser faire le temps. Le risque étant de remettre à zéro la végétation et de détruire des espèces protégées (reptiles) pour améliorer l'esthétique de la zone »,*

- les photographies des clôtures et panneaux « *circulation interdite espace naturel sensible flore patrimoniale* » installés (annexe 2).



L'inspection est montée avec la société en haut des fronts et constate sur site la réalité des travaux menés.

Les prescriptions sont désormais respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

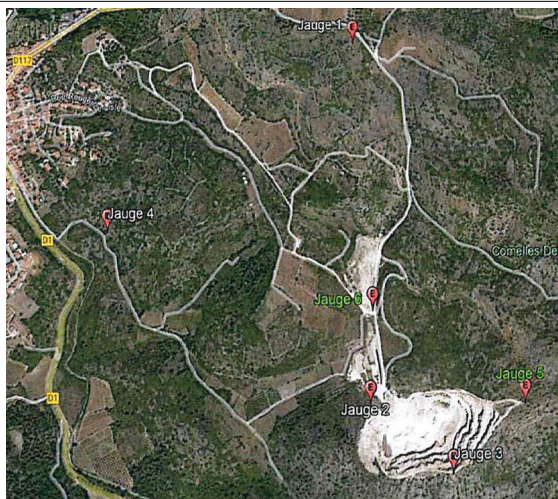


**Nom du point de contrôle :** Entretien des véhicules - NC2

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau et sol
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Référentiel : Article 35 de l'APC du 07/07/2008 :</u> entretien des véhicules et engins L'exploitant prendra toutes dispositions pour effectuer les opérations d'entretien, de remplissage en carburant des engins et réparation d'engins sur le site sur une aire aménagée à cet effet permettant de prévenir les risques de pollution accidentelle. Les produits et déchets récupérés seront éliminés conformément aux dispositions du présent arrêté. <u>Référentiel : Article 61 de l'APC du 07/07/2008 et article 18.1 de l'AM du 22/09/1994 :</u> aires et cuvettes étanches Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels....
<b>Constats :</b> <u>Constat du 17/05/2022 :</u> La société VAILLS dispose d'un camion spécialisé pour l'alimentation en carburant et additif et un camion atelier spécialisé pour les vidanges par aspiration du chargeur, de la pelle, du concasseur, du cribleur, de la foreuse et du groupe électrogène. La carrière ne dispose pas d'une aire aménagée permettant de prévenir le risque de pollution accidentelle. L'inspection a demandé à l'exploitant de créer une aire aménagée pour répondre aux prescriptions des arrêtés préfectoral et ministériel.  <u>Par courrier du 9 décembre 2021,</u> l'exploitant a fourni son plan de mise en conformité et des photographies relatives à la création d'une dalle bétonnée étanche (annexe 2) 
avec caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels....
L'inspection constate la réalisation de l'ouvrage in-situ.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Qualité de l'air - NC3**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Référentiel : Article 39 de l'APC du 07/07/2008</u> Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en œuvre un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure pourront être confiées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant. En tout état de cause ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale de données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'Ademe. Le réseau de surveillance de la qualité de l'air sera constitué par au minimum six capteurs relevés mensuellement. <u>Référentiel : Article 19.6 de l'AM du 22/09/1994</u> Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li><li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li><li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li></ul> Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> <u>Constat de l'inspection du 27/05/2021 :</u> L'arrêté préfectoral prescrit six capteurs. L'exploitation n'en comprend que 4 : jauge 1 de type (a), jauge 4 de type (b) et jauges 2 et 3 de type (c). L'inspection a demandé l'installation de 6 capteurs au total pour être en conformité avec l'arrêté préfectoral du 07/07/2008.  <u>Par courrier du 9 décembre 2021,</u> l'exploitant a fourni son plan de mise en conformité et des photographies et analyses (annexe 3) liées à l'installation de 2 jauges supplémentaires (premières mesures Pronotec de du 31/08/ au 30/09/2021). L'exploitant a complété le jour de la visite l'état des mesures issues des 6 capteurs , par le rapport Pronotec du 31 janvier 2022, pour les campagnes 3 et 4 de 2021.



*Plan des capteurs installés*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle : Plan des installations - SMDS1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plan
<b>Prescription contrôlée :</b> Référentiel : Article 15 de l'AM du 22/09/94 modifié Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres;</li><li>- les bords de la fouille;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> <u>Constat de l'inspection du 27/05/2021 :</u> L'inspection constate que la bande des 10 mètres n'est pas reprise sur le plan présenté. L'exploitant indique que le dernier plan de décembre 2020 mis à jour par le cabinet de géomètre Cretin-Maintenaz & Moreau, sera actualisé dans les meilleurs délais. L'inspection a demandé à l'exploitant un plan de l'installation mis à jour comprenant la bande des 10 mètres.  <u>Par courrier du 9 décembre 2021,</u> l'exploitant a fourni son plan de mise en conformité le plan d'exploitation a été mis à jour avec la bande des 10 mètres et le périmètre dédié au traitement de matériaux a été ajouté (annexe 4);  Le jour de la visite l'exploitant a présenté l'inspection le dit-plan complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bilan annuel des poussières - SMDS2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Référentiel : Article 19.9 de l'AM du 22/09/1994 Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats :</b> <u>Constat de l'inspection du 27/05/2021 :</u> L'exploitant a fait réaliser ledit rapport par la société PRONOTEC pour 2020. Les résultats ne sont pas commentés sur la base de l'historique des données, de l'activité... L'inspection a demandé à ce que le rapport soit rédigé conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel.  <u>Par courrier du 9 décembre 2021,</u> l'exploitant a fourni son plan de mise en conformité et le plan de surveillance environnementale des émissions de poussières mis à jour le 21/10/2021 (annexe 5)  L'exploitant tente dans ce document de corrélérer les éléments météorologiques, historiques et l'activité mais les valeurs mesurées ne montrent pas toujours de corrélation logique.  Le document répond toutefois aux prescriptions qui s'imposent à l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet